



INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE

« Pour une Europe plus juste, neutralisons les Sociétés écran »

L'initiative citoyenne européenne « Pour une Europe plus juste, neutralisons les sociétés écran » est un cri d'espoir et un appel lancé aux citoyens européens par neuf femmes et hommes¹ et, avec eux, des centaines d'autres à travers l'Europe, pour construire ensemble un monde qui consacre et protège des valeurs non marchandes universelles.

Un monde où tout n'a pas un prix. Où tout ne s'achète pas. Où tout ne se vend pas. Un monde où les représentants politiques prennent leurs décisions pour satisfaire le bien commun, lequel ne justifie jamais, que soit sacrifié sur l'autel de la rentabilité, le sort de millions d'êtres humains.

C'est l'aspiration partagée par la plus grande majorité des femmes et des hommes qui peuplent la planète et qui nous réunit au-delà de nos particularismes. C'est ce qui explique que des conventions élaborées à l'échelle internationale ont fixé des limites à la sphère marchande en interdisant les trafics qui portent atteinte à l'intégrité de l'homme et à son environnement : le trafic d'êtres humains, d'organes, d'armes, de drogue, de produits pharmaceutiques frelatés, d'espèces animales protégées etc...

Mais ce monde n'est qu'apparence. La réalité révélée par les travaux de la commission parlementaire spéciale sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment d'argent présidée par la députée européenne Sonia Alfano est aux antipodes de la visée de ces conventions internationales : des flux d'argent issus des trafics prohibés inondent l'économie légale de l'UE et les systèmes financiers des Etats membres. Les détournements de fonds publics, l'infiltration du secteur public et la contamination de l'économie légale et du système financier sont devenues des menaces réelles au sein même de l'Union européenne.

Les organisations criminelles sont en passe de prendre le pouvoir et d'anéantir la démocratie parce qu'elles ont à leur disposition les moyens légaux qui leur permettent d'infiltrer l'économie : les sociétés écran.

Elles leur permettent d'étendre leur emprise à l'échelle de la planète en transformant l'argent illégal issu des trafics en argent légal et d'infiltrer ainsi les circuits financiers internationaux au moyen notamment de la corruption.

Constituées en toute légalité avec des prête-noms, elles permettent le passage de l'argent de la sphère de l'illégal vers celle du légal. Agencées dans le cadre de montages par des spécialistes de l'ingénierie juridique, les sociétés écran empêchent toute traçabilité des flux financiers. Il devient impossible, non seulement de relier les flux financiers aux trafics illicites ou aux opérations de corruption et à leurs auteurs, mais également, d'appréhender les actifs criminels tenus ainsi à l'abri des poursuites et de la

¹ Chantal Cutajar (France), Benoît Morisset (Luxembourg), Ana Maria Rodriguez (Espagne), Chiara Mainardi (Italie), Alexina Dimitrova (Bulgarie), Mariapaola Cherchi (Belgique), Kurt Koprolin (Autriche), Philippe Kastner (Allemagne), Saorlaith NiBhroin (Irlande).



INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE

« Pour une Europe plus juste, neutralisons les Sociétés écran »

confiscation.

En neutralisant les sociétés écran, nous privons tout simplement les organisations criminelles des outils qui leur permettent d'étendre leur influence. En neutralisant les sociétés écran nous protégeons la démocratie en oeuvrant à l'édification du monde dans lequel nous voulons vivre.

Citoyens européens, nous devons utiliser et faire grandir ce petit espace de démocratie concédé par le Traité de Lisbonne qu'est l'ICE : l'Initiative Citoyenne Européenne. Nous devons être un million à demander l'adoption d'une loi européenne qui consacre le principe de la transparence des sociétés, de manière à ce qu'il soit toujours possible d'identifier les bénéficiaires réels des sociétés, qui sont les têtes de réseaux des organisations criminelles mais également de saisir et confisquer leurs avoirs.

C'est à nous citoyens européens de nous y atteler, ici et maintenant, partout dans l'Union européenne, parce qu'il est vain d'attendre des Etats qu'ils prennent les mesures qui s'imposent.

Ils ne le feront pas parce que les sociétés écran sont aussi les outils juridiques nécessaires aux stratégies financières élaborées par les praticiens de la banque, de la finance et du capital-risque.

Ils ne le feront pas parce que les sociétés écran sont au cœur des stratégies d'optimisation fiscale des grands groupes internationaux.

Ils ne le feront pas non plus parce que derrière les discours, ils adhèrent en réalité à la conception d'une économie réduite à la science de l'intérêt, fondée sur le postulat que l'agent économique cherche uniquement à maximiser son profit.

Ils ne le feront pas parce qu'*in fine* la recherche du profit est en passe de devenir la mesure de toute chose, l'alpha et l'Omega de notre existence sur terre.

Ce n'est pas notre vision. Nous voulons faire de l'Europe un espace où l'argent sale ne circulera plus. Un monde hostile aux organisations criminelles qui ne pourront plus, sans risque, comme c'est le cas aujourd'hui, blanchir l'argent du crime. Nous voulons faire de l'Europe un espace où il existe réellement des valeurs non marchandes universelles et agir pour que le monde dans lequel nous voulons vivre soit une réalité.

Cette Europe est à la portée de nos mains.

Par notre signature, nous participons à son avènement

<http://www.transparencyforall.org>

<http://www.transparencyforall.org>